

## La Méditerranée : un marché privilégié pour le blé des Etats-Unis

Jacquet F.

*in*

Lerin F. (ed.).  
Céréales et produits céréaliers en Méditerranée

Montpellier : CIHEAM  
Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1986-II

1986  
pages 303-309

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI920112>

To cite this article / Pour citer cet article

Jacquet F. **La Méditerranée : un marché privilégié pour le blé des Etats-Unis**. In : Lerin F. (ed.). *Céréales et produits céréaliers en Méditerranée*. Montpellier : CIHEAM, 1986. p. 303-309 (Options Méditerranéennes : Série Etudes; n. 1986-II)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

# LA MEDITERRANEE : UN MARCHE PRIVILEGIE POUR LE BLE DES ETATS-UNIS

**Florence JACQUET**

*Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier.*

La place de la Méditerranée dans les exportations américaines de blé s'explique à la fois par les évolutions de la demande mondiale et par la stratégie à l'exportation des Etats-Unis.

De 1960 à 1980, le commerce mondial du blé a subi des modifications importantes dans l'orientation des courants d'échange. Du côté des exportateurs, l'élément principal est l'apparition de la CEE comme troisième exportateur mondial, derrière les Etats-Unis et le Canada ; l'URSS disparaît presque totalement du rang des exportateurs, les laissant donc au nombre de cinq (Etats-Unis, Canada, CEE, Australie, Argentine qui représentent environ 90% des exportations).

Du côté des importateurs, les changements sont encore plus importants. L'Europe de l'Ouest qui représentait 43% des importations mondiales au début des années 1960, n'en représente plus que 7% au début des années 1980. La Chine et l'URSS concentrent aujourd'hui le tiers de la demande mondiale (contre à peine 2% en 1960). La part de certains pays en voie de développement s'est également considérablement accrue : le continent africain, avec, en premier lieu, l'Egypte et le Maghreb, est passé de 7% à 16% de la demande mondiale.

La Méditerranée représente aujourd'hui près du quart de la demande mondiale en blé, contre seulement 15% au début des années 1960. 1973 a marqué le début d'une croissance de la demande méditerranéenne plus rapide que celle du reste du monde (1).

De manière très générale, la stratégie américaine sur le marché du blé depuis la seconde guerre mondiale peut se caractériser de la manière suivante : dominer le marché mondial, par un approvisionnement abondant et à bas prix. Par rapport aux autres grands exportateurs de blé, on constate une dispersion géographique des débouchés beaucoup plus grande et qui s'accroît. Alors que le Canada, l'Australie, l'Argentine et la CEE se partagent en quelque sorte la carte mondiale, les Etats-Unis exportent partout. L'apparition du marché soviétique et la croissance du marché chinois sont en partie responsables d'un renforcement de la spécialisation des exportateurs depuis 1960, ces deux marchés concentrant une grande partie des ventes.

Entre 1960 et 1980, le nombre de pays destinataires des exportations de blé de l'Argentine, de l'Australie et du Canada a diminué, celui des pays destinataires des exportations américaines a augmenté.

Aujourd'hui, si l'URSS et la Chine sont de gros clients américains (en 1960 les exportations américaines vers ces deux pays étaient interdites), il n'absorbent que 26% des exportations américaines. Les pays en voie de développement de tous les continents continuent de représenter plus de la moitié des débouchés américains.

L'Europe de l'Ouest est également restée un débouché important des exportations américaines (8% des exportations) ; relativement aux autres exportateurs, la part américaine dans cette région s'est accrue (53% aujourd'hui, contre 25% au début des années 1960).

La Méditerranée reçoit actuellement 21% des exportations de blé américain. Entre 1958 et 1982, ce pourcentage est resté compris (sauf quelques années exceptionnelles) entre 15% et 27% ; la Méditerranée a donc représenté un débouché important des exportations américaines pendant toute cette période.

L'histogramme nous permet d'observer l'évolution de la présence américaine dans les importations de blé en Méditerranée, et de distinguer plusieurs périodes dans cette évolution.

De 1959 à 1966, les Etats-Unis fournissent entre les 2/3 et les 3/4 du blé importé en Méditerranée. De 1967 à 1973 leur importance diminue notablement, en valeur absolue et en valeur relative. Depuis 1973, les exportations américaines vers la Méditerranée augmentent de nouveau mais au même rythme que celles des autres exportateurs, maintenant la part américaine à moins de la moitié des importations de la région.

Au début des années 1980, les Etats-Unis, et la CEE fournissent environ chacun 1/3 de la demande méditerranéenne (en tenant compte du commerce intracommunautaire vers les pays méditerranéens de la CEE).

## I. 1959-1967 : LE BLE DE L'AIDE ALIMENTAIRE

Du point de vue de la Méditerranée, cette période est caractérisée par une très grande importance des Etats-Unis dans son approvisionnement en blé. Dans l'histoire de la politique céréalière américaine, elle évoque le rôle majeur

de l'aide alimentaire dans le développement des exportations. De 1959 à 1967, 72% du blé exporté par les Etats-Unis est exporté grâce à la PL 480.

Deux modalités existent alors dans l'attribution de l'aide : « les ventes à conditions spéciales » (titre I de la PL 480) qui représentent 70% de l'aide pendant la période 1959-1967, et les dons ou échanges de troc (le titre II) qui en représentent 30%. Les « conditions spéciales » désignent des crédits à 40 ans (10 ans à 2% d'intérêts suivis de 30 ans à 3%), remboursables en monnaie locale (ils seront peu à peu remplacés à partir de 1966, par des crédits à 20 ans remboursables uniquement en dollars).

Les recettes ainsi dégagées en monnaie locale serviront principalement aux programmes de promotion des produits américains et de propagande commerciale. Les ambassades seront rapidement assistées dans ce travail par des organismes spécialisés par produit. L'originalité de ces organismes est d'être l'émanation d'association de producteurs. Pour le blé, Great Plains Wheat Inc. créé en 1959, représente les producteurs de 7 Etats des Grandes Plaines et a pour objectif de stimuler les ventes de blé auprès des importateurs et des consommateurs locaux. Quatre bureaux à l'étranger sont successivement créés : à Rotterdam, pour couvrir l'Europe et le Moyen-Orient, à Caracas et à Rio de Janeiro pour l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud et enfin à Casablanca (en 1978) pour couvrir l'Afrique. Pendant la période 1959-1967, la Méditerranée reçoit des Etats-Unis une plus forte proportion d'aide alimentaire que sa part dans les exportations totales. En Méditerranée, l'aide représente alors 80% des exportations américaines. La Méditerranée rassemble alors plusieurs pays qui pour des raisons politiques ou commerciales sont des gros bénéficiaires d'aide alimentaire. Nous avons déjà souligné la diversité des objectifs de l'aide alimentaire. Le rôle humanitaire assez souvent avancé auprès de l'opinion publique surtout dans les premières années de la PL 480 est rarement évoqué dans les débats du Congrès ou dans les rapports annuels d'exécution de la PL 480 (2). L'opinion exprimée par M. Hedges, coordinateur du programme « Food for peace » (des vivres pour la paix) (3) en 1973 reflète bien la position du congrès et du gouvernement, et la réalité de l'aide alimentaire américaine : « Dès sa création en 1954, le programme « des vivres pour la paix », a joué un rôle important (...). Il est à la fois un instrument de politique agricole nationale et de politique étrangère (...). J'apprécie beaucoup aussi bien les objectifs de promotion commerciale et d'élargissement des marchés que les autres objectifs qui servent directement la politique étrangère » (4).

Il est bien souvent difficile de distinguer pour un pays donné les objectifs politiques des objectifs commerciaux. C'est le cas de la plupart des pays méditerranéens recevant de l'aide américaine pendant cette période.

L'Egypte était déjà le plus gros client américain en Méditerranée (Cf. histogramme dans la communication de J. Hassainya) et le pays qui recevait le plus d'aide alimentaire (le deuxième bénéficiaire mondial de l'aide américaine derrière l'Inde qui, à l'époque, concentrait 45% des exportations américaines de blé au titre de l'aide alimentaire). Avec 1,5 millions de tonnes de blé américain par an entièrement au titre de l'aide alimentaire, l'Egypte couvrait alors 80% de ses besoins d'importation. La transformation du marché égyptien en marché commercial ne se fera que très partiellement : le volume actuel d'exportations de blé américain au titre de l'aide est aujourd'hui de nouveau environ 1,5 million de tonnes auxquels s'ajoutent 0,5 million de tonnes d'exportations commerciales. Mais, nous le verrons, l'Egypte est un des pays où l'aide fut nettement utilisée à des fins politiques.

Dans la période 1959-1967, les deux autres gros clients des Etats-Unis en Méditerranée étaient la Yougoslavie et la Turquie : l'aide représentait 80% pour le premier et 100% pour le second de leurs importations de blé en provenance des Etats-Unis. L'aide américaine à la Yougoslavie s'est développée à la suite du refus de ce pays de se joindre au Kominform en 1948, afin de l'encourager à maintenir une distance vis-à-vis de l'Union Soviétique. L'aide alimentaire à la Yougoslavie et à la Pologne, fut vivement défendue par le Sénateur Mc Govern (directeur du programme « Food for peace » en 1961-1962) : « Nos surplus peuvent aider à montrer non seulement aux peuples de ces deux pays, mais également aux Russes, que l'agriculture familiale indépendante est supérieure au collectivisme » (5). L'aide alimentaire à la Yougoslavie ne sera stoppée qu'en 1966, bien après le rapprochement avec l'Union Soviétique.

Jusqu'en 1966, l'Italie et l'Espagne (et la France jusqu'en 1962) continuèrent à recevoir une part non négligeable de leurs importations en provenance des Etats-Unis sous forme d'aide alimentaire. Ils furent parmi les premiers pays avec le Japon à être cités en exemple de la réussite du passage de l'aide alimentaire aux exportations commerciales. En juillet 1982, la revue « Foreign agriculture » publie un graphique où l'Espagne et l'Italie sont les meilleurs exemples (devant le Brésil, l'Egypte et l'Inde) de la manière dont beaucoup de gros clients démarrèrent avec l'aide alimentaire américaine (6).

Les objectifs politiques n'étaient pas pour autant exclus de l'aide alimentaire à l'Europe, puisque à propos du plan Marshall, Mc Govern (7) rappelle : « les Européens prirent confiance et résistèrent aux attrait de la révolution et de la dictature ».

Parmi les autres pays méditerranéens : l'Israël, l'Iran, le Maroc et la Tunisie sont les exemples les plus remarquables de pays qui après avoir bénéficié de la PL 480 sont devenus des clients fidèles et importants des USA.

L'aide alimentaire représentait de 75 à 100% des importations de ces pays entre 1959 et 1967 ; aujourd'hui, elle n'est significative que dans le cas de la Tunisie et du Maroc (environ le quart des importations).

## II. 1967-1973 : LES ETATS-UNIS EN RETRAIT DU MARCHE MEDITERRANEEN

De 1967 à 1973, la présence américaine en Méditerranée diminue nettement. Le volume annuel de blé exporté par les Etats-Unis vers la Méditerranée est en moyenne égal à la moitié de celui de la période précédente. Les Etats-Unis ne fournissent plus que le 1/3 des importations méditerranéennes, la Méditerranée ne reçoit plus que 18% des exportations américaines. Plusieurs événements sont responsables de cette évolution. On observe sur l'histogramme 2, l'arrêt total des exportations américaines vers l'Egypte, et la diminution très importante des exportations vers la Méditerranée du nord-est (en l'occurrence, la Yougoslavie et la Turquie).

L'arrêt de l'aide alimentaire à la Yougoslavie a lieu en 1967. Cette date coïncide avec une nette augmentation du rendement et de la production de blé yougoslave. De 1967 à 1982, les besoins d'importation de la Yougoslavie seront deux fois moins grands que pendant la période 1959-1967 (500 000 t/an environ contre plus de 1 000 000 pendant la période précédente), et les Etats-Unis ne seront plus les seuls fournisseurs.

Dans le cas de la Turquie, l'aide alimentaire se poursuit jusqu'en 1973 mais en diminuant sensiblement.

En 1967 et 1968, la Turquie n'est déjà pratiquement plus importatrice. A partir de 1970, on assistera à une augmentation remarquable de la production, qui permettra à la Turquie de dégager un solde excédentaire entre 1976 et 1981.

La Yougoslavie et la Turquie sont deux exemples de pays où l'aide alimentaire n'a absolument pas joué un rôle d'ouverture d'un marché commercial dans le cas du blé.

En Egypte, l'utilisation de l'aide comme « arme alimentaire » est déclenchée une première fois en 1965. Après plusieurs émeutes et actions anti-américaines au Caire à la fin de l'année 1964, les Etats-Unis décident l'arrêt des exportations de blé au titre de la PL 480. Mais cet arrêt est de courte durée et les tentatives du gouvernement américain, essayant d'obtenir l'obéissance politique de l'Egypte en échange de l'aide, échouent (8). Avec les gouvernements Nixon et Ford, la position à l'égard de l'Egypte se raffermi. Les livraisons de blé à l'Egypte sont suspendues pendant la guerre israélo-arabe de 1968 à 1973. Du point de vue commercial, ce blocus américain a pour conséquence la pénétration du marché égyptien par l'Australie et l'accroissement de la part de la CEE qui se maintiendront par la suite.

En 1973, Kissinger négocie la reprise des envois d'aide alimentaire contre la participation de l'Egypte au plan de paix, et déclare que cette aide est la plus « humanitaire » qui soit car elle peut empêcher une guerre (9).

Le gouvernement égyptien, confronté aux difficultés économiques et alimentaires de son pays accepte.

De 1967 à 1973, la Méditerranée reçoit ainsi une part d'aide alimentaire nettement plus faible que pendant la période précédente, non pas en raison de la disparition des intérêts politiques des Etats-Unis dans la région, mais parce que, cette fois, l'efficacité politique de l'aide alimentaire réside dans sa suppression. L'évolution dans la distribution de l'aide alimentaire entre les principales régions bénéficiaires du monde pour les périodes qui nous intéressent, est la suivante :

Tableau 1 : Blé Américain au titre de la PL 480

Destinations	1959-1966	1967-1973	1974-1982
Méditerranée	28%	18%	45%
dont : Egypte	10%	-	35%
Yougoslavie, Turquie	11%	4%	-
Maghreb	3%	6%	6%
Moyen-Orient	2%	5%	3%
Inde, Pakistan	43%	51%	11%
Corée du S., Vietnam S., Taiwan	6%	17%	6%
Total monde	100%	100%	100%
En milliers de tonnes	99 346	43 900	33 514

Source : CIB pour la Méditerranée, et USDA pour le reste du monde.

Pendant la période 1967-1973, la part d'aide alimentaire qui n'a pas été envoyée en Méditerranée s'est en quelque sorte reportée sur les pays appartenant aux régions conflictuelles d'Asie ; Corée du Sud, Vietnam du Sud, Taiwan.

Cette tendance à une « politisation » de l'aide s'est renforcée ces dix dernières années, et la Méditerranée, l'Égypte en particulier, est ainsi devenue le débouché principal de l'aide alimentaire américaine.

### III. 1973-1983 : LA GUERRE COMMERCIALE

L'aide alimentaire ne représente plus que 10% des exportations américaines de blé dans le monde, mais encore 20% des exportations vers la Méditerranée au titre de l'aide alimentaire provient des États-Unis.

L'Égypte est maintenant le premier bénéficiaire mondial de la PL 480, elle reçoit en moyenne 1,5 million de tonnes de blé par an au titre de l'aide soit 75% de ses importations en provenance des États-Unis.

L'enjeu politique que représente l'Égypte pour les États-Unis est la raison essentielle de la concentration de l'aide américaine sur ce pays. « Si l'Égypte était seulement un pays ami dans le monde en développement, le niveau global de l'aide économique des États-Unis n'aurait probablement pas dépassé 150 à 200 millions de dollars par an. Mais, des gouvernements américains successifs ont estimé que l'aide économique avait directement des objectifs stratégiques : à savoir, la fin des hostilités entre l'Égypte et Israël et le renforcement des intérêts américains dans une stabilité politique plus grande » (10).

L'engagement d'aide annuel, décidé par Kissinger au moment des négociations pour le désengagement militaire en mars 1975, fût majoré une première fois, lors de l'arrêt de l'aide des pays arabes à l'Égypte, puis une seconde fois après les accords de Camp David.

Avec l'arrivée de Reagan au gouvernement, les critères d'attribution de l'aide furent modifiés, et la priorité aux actions en faveur des plus pauvres qui s'était imposée dans les années 1970 fut abandonnée. Mais le volume de l'aide à l'Égypte resta inchangé. « L'aide étrangère des années 1980 devrait également contribuer à l'établissement d'un consensus contre le communisme et aider l'Égypte et les autres pays bénéficiaires à tenir leur place dans une économie de marché » (11). Mais l'Égypte mise à part, l'aide alimentaire, n'est plus maintenant l'élément-clé de la politique d'exportation des États-Unis.

Le développement d'une grande variété de « programmes » de crédits à court terme, offerts par les États-Unis et les autres exportateurs aux pays acheteurs, a dominé la politique commerciale ces dix dernières années. « L'existence de tels programmes chez les différents exportateurs a créé une nouvelle forme de concurrence basée sur la durée des périodes de remboursement et sur les taux d'intérêts » (12).

Aux États-Unis, les deux principaux instruments de cette politique de crédit sont : le programme de garantie de crédit par l'État (GSM 102), et les crédits mixtes (associant des crédits bonifiés et des crédits au taux commercial). « Le GSM 102 permet aux exportateurs de produits agricoles américains de se battre plus vigoureusement dans un certain nombre de marchés étrangers ». C'est souvent ce qui « fait la différence entre vendre ou ne pas vendre sur un marché » (11).

Les deux exemples les plus connus d'utilisation de cette nouvelle arme commerciale par les américains sont l'Égypte et le Maroc : en janvier 1983, les États-Unis vendent 1 million de tonnes de farine de blé à l'Égypte à 136 dollars la tonne, soit un prix inférieur d'un tiers au prix moyen du marché, et donc bien en-dessous de ce que pouvaient offrir les exportateurs français. Depuis l'embargo américain, l'Égypte était devenue pour la CEE un gros client, dont les importations sous forme de farine (3/4 du blé importé par l'Égypte) lui permettait d'écouler ses excédents. La même année, les États-Unis vendent 1,5 million de tonnes de blé au Maroc (grâce à 24,4 millions de dollars de crédits mixtes offerts aux acheteurs marocains) et réalisent ainsi 77% de l'approvisionnement marocain en blé, alors qu'en 1981 la France fournissait 75% de ses importations.

Ces deux actions « vigoureuses » du gouvernement américain avaient pour objet d'intimider la CEE, et la cible avait été bien choisie. Dans la période actuelle de difficultés de régulation interne et de stagnation de la demande, les États-Unis voulaient montrer à la CEE qu'ils étaient moins prêts que jamais à lui céder une place sur le marché des céréales. Dans cette guerre commerciale, la Méditerranée apparaît aujourd'hui (au-delà même de ces deux actions spectaculaires) comme l'enjeu principal.

La plupart des crédits mixtes (ou GSM 102) accordés par les États-Unis pendant la période, ont été à destination de pays méditerranéens. Les États-Unis ont cherché à développer leur implantation sur les marchés en croissance : l'Égypte, le Maghreb et l'Iran (cf. histogramme dans la communication de J. Hassainya).

A propos du Maghreb, un article de Foreign Agriculture fait remarquer que si « en arabe ce mot signifie le lieu où le soleil se couche », « pour les exportateurs américains, il pourrait signifier le commencement d'une nouvelle journée de ventes, s'éclairant à l'horizon par la perspective d'un marché en croissance ». L'article précise ensuite : « Dans les prochaines années, les perspectives du marché maghrébin devraient être particulièrement intéressantes pour les exportations de blé et de maïs américain » (13). L'Algérie, le Maroc et la Tunisie sont en effet les pays de la Méditerranée où le déficit en blé s'est le plus accentué ces dernières années. D'un taux de dépendance de 20% (ratio importation/consommation) dans les années 1960, ils sont passés à des taux allant de 45% pour la Tunisie à 50% pour le Maroc et 60% pour l'Algérie. Les efforts américains à l'exportation se concentrent particulièrement sur le Maroc et l'Algérie.

« L'Algérie, contrairement à beaucoup d'autres pays en déficit alimentaire, possède des devises pour acheter ce dont elle a besoin » (14). Les importations de blé algériennes se partagent actuellement entre du blé dur (1,3 million de tonnes en 1982). La CEE fournit la farine de blé tendre, tandis que les Etats-Unis et le Canada se partagent l'approvisionnement en blé dur. La CEE devrait continuer à être le fournisseur principal de farine en raison « des relations privilégiées entre la CEE et l'Algérie, et de la préférence ainsi acquise du consommateur algérien pour les pâtisseries françaises » mais « le développement des capacités de meunerie dans le pays a des chances d'entraîner une diminution de la demande à l'importation » (15).

Par ailleurs, pour l'année 1984, l'offre du gouvernement américain au gouvernement algérien d'un crédit mixte de 166 millions de dollars devrait assurer une plus grande part du marché aux céréales américaines (16).

L'Iran et l'Irak représentent maintenant une demande de 3 millions de tonnes (soit 15% du marché méditerranéen) alors qu'ils n'étaient quasiment pas importateurs avant 1973.

Les Etats-Unis ont fourni près de 80% des importations iraniennes de blé, jusqu'en 1979, profitant pleinement de la croissance du marché. En 1980, un embargo partiel sur les exportations au moment de l'affaire des otages de Téhéran a considérablement réduit la part de marché des Etats-Unis, qui se relève ensuite peu à peu en 1981 et 1982. Mais fin 1982, le gouvernement iranien met en place une politique de diversification des sources d'importation arrêtant presque complètement les importations en provenance des Etats-Unis (17). Malgré cela, les perspectives à moyen terme semblent bonnes, puisque après avoir remarqué que « la production domestique de blé ne pouvant guère augmenter de plus de 2 à 3% par an, la plus grande part de l'augmentation de la demande iranienne sera satisfaite par des importations qui devraient atteindre 3 millions de tonnes en 1990 », l'USDA ajoute « les Etats-Unis peuvent s'attendre à être le fournisseur le plus important car ils seront les seuls à pouvoir fournir les quantités demandées » (17).

La présence américaine dans les importations irakiennes est relativement faible (moins 20%) jusqu'en 1982, l'Australie fournissant la plus grande part du marché. Mais en 1983, les Etats-Unis fournissent la totalité de l'augmentation de la demande (grâce à l'attribution de crédits mixtes) et leur part de marché s'élève à 50%. Les perspectives pour 1984 sont également très bonnes, car un million de tonnes de blé pourront être livrés grâce à des crédits mixtes garantis GSM 102.

## CONCLUSION

La Méditerranée représente donc pour les exportations américaines de blé un débouché tout à fait privilégié, et cela pour plusieurs raisons.

Parce qu'elle est une des rares importatrices de céréales qui soit en expansion économique et où la demande en blé continue de croître à un rythme rapide, elle présente du point de vue commercial un intérêt particulier. Ainsi, l'USDA (18) souligne que face aux marchés « relativement stagnants » de l'Europe de l'Ouest et du Japon, aux marchés « volatiles » de la Chine et de l'Union Soviétique, « l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient pétrolier représentent une alternative en croissance rapide dont les importations sont passées de 2 milliards de dollars en 1973 à 18 en 1983 ». Le document ajoute : « les grains resteront le principal produit agricole importé par tous les pays tout au long de la décennie » et « le blé est la base de l'alimentation dans toute la région ».

Par ailleurs, la Méditerranée a été le lieu, ces dernières années de la plupart des conflits politiques et militaires : conflit du Moyen-Orient, crise libanaise, conflit irako-iranien, conflit gréco-turc, conflit du Sahara Occidental. Elle est aujourd'hui la zone la plus militarisée du monde, et représente pour les Etats-Unis un enjeu stratégique.

La stratégie de diversification des marchés américains s'observe également en Méditerranée. Le plus gros marché américain de la zone : l'Egypte, ne représente en moyenne que le quart du volume de blé exporté par les Etats-Unis en Méditerranée ; l'ensemble des principaux clients, Egypte, Maroc, Algérie, Tunisie, atteint rarement la moitié des exportations américaines en Méditerranée. Dans le cas de la CEE, les deux premiers clients, l'Egypte et le Maroc, reçoivent généralement les 2/3 des exportations communautaires en Méditerranée. Lorsque l'on sait par ailleurs que la Méditerranée représente 50% des débouchés communautaires, on comprend mieux la gravité du conflit commercial avec les Etats-Unis sur ces deux pays.

## NOTES

(1) : Cf. EGECOM : document de travail sur : « le commerce du blé en Méditerranée par origine et par destination », Conseil Scientifique IAMM-INRA, janvier 1984.

(2) : Cf. ALMEIDA (S.), VON DER WEID (J.M.) : « les exportations des Etats-Unis au titre de l'aide alimentaire, bilan chiffré : 1955- 1973 », débats récents, GEREI-INRA, Paris, Juin 1975.

(3) : Nom donné au programme PL 480 à partir de 1966.

- (4) : HEDGES (M.), *extension of the Food for peace program. Hearing before the Committee on agriculture, House of representatives, ninety third congress, first session, april 4 and 5, 1973, cité par ALMEIDE (S.) et al. op.cit.*
- (5) : MC GOVERN : « War againts want » Walker and Co, New-York 1964, cité par SPITZ (P.) : « L'arme de l'aide alimentaire ; les années d'apprentissage 1914-1947 », *critiques de l'économie politique*, n° 15, janvier-mars 1974.
- (6) : CHAMBLISS (Mary) : « Us food aid develops cash markets » *Foreign Agriculture*, Juillet 1982.
- (7) : SPITZ (P.), *op.cit.*
- (8) : Cf. MERRIAM (J.G.) : « Us Wheat to Egypte : the use of an agricultural commodity as foreign policy tool ; the role of US agriculture in foreign policy », FRAENKEL (R.) et al. New York, 1977.
- (9) : MORGAN Dan : « Les géants du grain » , Fayard, 1980.
- (10) : WEINBAUM (M.G.), « Politics and development in foreign aid : US Economic assistance to Egypt 1975-1982 », *the Middle East Journal*, vol. 37, n°4, autumn 1983.
- (11) : WEINBAUM (M.G.), *op.cit.*
- (12) : ROWER (J.) : « Credit competition intensifies in world market », *Foreign Agriculture*, July 1982.
- (13) : SLOAN (M.) : « The maghreb countries : a growth market for agricultural sales », *Foreign Agriculture*, septembre 1983.
- (14) : GOOD (D.L.) : « Algeria : Giant market in north africa », *Foreign Agriculture*, september 1983.
- (15) : USDA : « Food import demand of eight OPEC countries », *Foreign Agricultural Report*, n° 182, june 1983.
- (16) : USDA « Middle East and North Africa, Outlook and situation report », april 1984.
- (17) : USDA : « Food Import demand... », *op.cit.*
- (18) : USDA, ERS « Food import demand of eight OPEC countries », Washington, Juin 1983.

ANNEXE 1 : ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS DE BLÉ : TOTAL MÉDITERRANÉE

